

FLAMBÉE ÉPIDÉMIQUE DANS LES COLLÈGES : JUSQU'OU ALLONS NOUS TENIR ?

La situation sanitaire dans les collèges, comme dans les écoles et les lycées, se dégrade fortement. La seule proposition de Blanquer pour faire face à cette flambée épidémique est de fermer les classes dès le premier cas de COVID. Mais toujours rien, ni pour alléger les effectifs et limiter la circulation, ni pour dépister massivement. Depuis la réouverture des écoles en mai 2020, le gouvernement refuse de faire quelque chose de plus que des protocoles inapplicables. En mars 2021, malgré des chiffres de contamination en milieu scolaire sans appel, c'est à nouveau une fin de non recevoir pour dédoubler les classes dans les collèges et les écoles. Et toujours aucun recrutement d'enseignant.e.s, d'AED, d'AESH, d'administratifs, d'agents, d'infirmier.e.s pour faire réellement face à l'épidémie et se donner les moyens de ne pas fermer les écoles et les collèges.

Face à la situation sanitaire de plus en plus inquiétante, la CGT éduc'action organisera des heures d'informations syndicales dans les établissements, partout où c'est possible, afin de mener avec l'ensemble des personnels le débat sur les mesures urgentes à gagner.

Et l'urgence ne doit nous faire oublier, ni la nécessaire protection des personnels fragiles et de ceux qui ont à leur foyer une personne fragile face au COVID, ni de renfort des moyens et les prérogatives des CHSCT, de la médecine de prévention, ni le recrutement en urgence de personnels titulaires pour faire face aux besoins sanitaires.

LUTTONS POUR UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION NATIONALE !

La crise sanitaire a mis à nu le manque de moyens flagrant, le manque de personnels enseignants et non-enseignants à tous les niveaux, de la maternelle au lycée. Tous les personnels sont extrêmement épuisés et la protection de notre santé n'est pas garantie, faute de moyens pour appliquer les protocoles sanitaires. Et faute de dédoublements en collèges et dans les écoles.

Déjà bien avant la crise la dégradation du service public de l'Éducation nationale était importante: classes surchargées, pénurie de postes, emplois précaires... (suite p 2)

POUR SE DONNER UNE CHANCE DE NE PAS REVIVRE CETTE SITUATION GAGNONS SUR LE LONG TERME :

- le dédoublement de toutes les classes dans les collèges et les écoles (pour arriver idéalement à des classes de 10 élèves maxi)
- des dépistages préventifs massifs très réguliers pour tous les personnels et des élèves, avec des brigades de dépistage, et le recrutement du personnel titulaire nécessaire
- des masques gratuits, au moins chirurgicaux aux normes EN 14463, voire FFP2, pour tous les élèves et les personnels.
- du matériel de protection en stock, et des consignes claires et appliquées en toute transparence en cas de suspicion de COVID.
- Une vaccination rapide pour tous les personnels de l'éducation



SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr

**8 AVRIL : SOYONS NOMBREUX/SES À
SOUTENIR LES AESH EN GRÈVE !**

NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES !

Pour la rentrée prochaine, Macron et Blanquer accélèrent encore le pas et comptent supprimer plus de 1800 postes dans le second degré malgré la crise sanitaire et le besoin d'un recrutement urgent et massif pour pouvoir y faire face.

Dans notre académie, périmètre de Rouen, le Rectorat supprime plus de 150 postes dans les collèges, lycées généraux et lycées professionnels. Dans les collèges en Seine-Maritime, 60 postes supprimés contre seulement 20 créations et dans l'Eure 14 postes supprimés (malgré l'annonce de la Rectrice en janvier de vouloir créer 16 postes). Et tout cela, malgré une hausse significative des effectifs des élèves dans les deux départements, donc classes surchargées garanties à la rentrée prochaine.

NON AUX HSA !

Ces suppressions dans les collèges sont pour une

bonne partie «garanties» par une réduction massive des heures postes (- 1286 HP en Seine-Maritime) et une augmentation énorme des heures supplémentaires (HSA). Dans beaucoup de collèges, le taux de HSA varie de 8 et 10 % !

Ces mêmes HSA imposent à des dizaines de collègues d'effectuer des compléments de services ailleurs (parfois pour 2, 3 ou 4 heures) bien que les heures dans la même matière existent sur place, imposées sous forme de HSA aux autres collègues.

De plus, l'Inspection Académique 76 ferme des sections sportives (collège Camille Claudel à Rouen gauche) et les dispositifs précieux de TSL (Troubles Spécifiques du Langage) comme au collège Branly à Grand Quevilly.

A la rentrée prochaine, nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage seront donc très fortement dégradées et il est temps qu'on s'y oppose collectivement.

Il est temps que nous luttons pour un plan d'urgence pour l'Education nationale, pour un plan de recrutement massif des personnels enseignants et non-enseignants. La construction d'un mouvement de toute l'Education, de la maternelle au lycée est nécessaire pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins.



1800 SUPPRESSIONS DE POSTES DANS LE SECOND DEGRÉ. C'EST DEUX FOIS PLUS QU'EN 2020 ET QUATRE FOIS PLUS QU'EN 2019 ALORS QUE L'ON ANNONCE 45000 ÉLÈVES SUPPLÉMENTAIRES.

Concrètement ceci se traduit dans l'académie par une nouvelle saignée opérée avec un bidouillage autour des chiffres. Ainsi les collèges d'Auffay et le collège de Blangy sur Bresles subissent le même procédé : la non prise en compte par l'IA des élèves d'ULIS. Des journées de grève, de grève pédagogique, des vidéos, une pétition, des actions des parents d'élèves ont été organisées pour réclamer une DHG correcte et le retour des classes supprimées. Silence des instances académiques.

De même pour le collège Mandela à Elbeuf. Collège REP+ conçu pour une capacité de 500 élèves, scolarisant actuellement 650 élèves ! Une cantine en surcharge, un WC pour 42 élèves, 3 classes sans fenêtres. Des personnels encadrants et techniques en sous effectifs. Des classes surchargées, des couloirs bondés, en pleine épidémie ! En 2013 deux postes d'AP avaient été supprimés. Le responsable des questions scolaires du Département a déclaré dans la presse que « c'est impossible de régler en quelques mois » ce problème. Mais c'est depuis 3 ans que les enseignants dénoncent cette situation. La mobilisation des personnels, des parents et des élus locaux a été massivement médiatisée. Pour l'instant il n'y a aucune réponse du rectorat quant à la nouvelle répartition de la carte scolaire et l'octroi de personnels supplémentaires. Quant au Département, les enseignants ont découvert dans la presse locale qu'il procurait au collège deux classes informatiques, de travaux d'amélioration du self et de personnels supplémentaires. Leur solution au manque de salles : deux préfabriqués ! Et apparemment seul un poste d'un agent technique supplémentaire a été accordé. Quant à la carte scolaire, son évolution n'est envisageable que pour la rentrée 2022 et ne concernera que 40 élèves tout au plus. C'est une parfaite illustration de l'égalité des chances façon Macron-Blanquer : ce n'est pas l'assurance pour chaque enfant d'avoir les moyens dont il a besoin mais l'assurance de les voir dégradés systématiquement. De plus en arguant que des classes à 30 pour les collèges constituent une structure d'enseignement raisonnable, c'est vouloir faire des enseignants essentiellement des déversoirs de notions, des contrôleurs de compétences au détriment de la construction pédagogique. Macron a déjà stigmatisé les jeunes chômeurs qui ne sauraient pas travers la rue pour trouver un emploi, Blanquer déjà n'a pas hésité à réduire l'enseignement du lycée à un catalogue individualisé où le soutien pédagogique est gravement dégradé. Les attaques sur le collège développent ce même individualisme. La responsabilité de l'échec scolaire pourrait ainsi être rejetée sur le dos des enfants et des parents.

LE (NON) REMPLACEMENT DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Il y a quinze ans, il arrivait déjà que des remplacements pour congé maternité, même pas anticipé, soient effectués par des contractuel-les recruté-es à la volée et qui jetaient parfois l'éponge après 48h. Pour le rectorat, tant qu'un adulte était face aux élèves sur chaque créneau de l'edt des classes, le «contrat» était rempli.

A force de travailler à flux tendu, de supprimer des postes aux concours et de maltraiter les contractuel-les, le fil s'est rompu et de nombreuses classes sont désormais privées de tel ou tel enseignement – les SVT étant particulièrement en souffrance dans l'académie – et le cynisme a remplacé le respect du «contrat».

Selon la matière concernée, les parents sont plus ou moins mobilisés, sauf que, quand les réserves de remplaçant-es (TZR et contractuel-es) sont épuisées, la meilleure volonté du monde n'y peut rien.

Quand en plus, la CoViD éloigne les personnels fragiles de leur lieu de travail, les directions d'établissement en sont parfois réduites à bricoler des arrangements à l'interne, par exemple en retirant de leur poste des AEd plus ou moins volontaires (car le renouvellement de leur contrat en dépend) pour assurer des cours dans la matière qu'ils et elles ont étudiée à la fac. Les postes ainsi vaqués à la Vie Scolaire ne sont bien évidemment pas comblés.

Quand la pandémie met sur le flanc toute la Vie Scolaire par cas contacts, les directions sont livrées à elles-mêmes et ne peuvent compter que sur la docilité des agents administratifs et du département, le «volontariat» des AESH, l'empathie ou la bonne conscience des enseignant-es, le soutien des établissements voisins «prêtant» un-e Aed (voire une personne en service civique!) et le recrutement à la petite semaine de quelques jeunes désœuvrés en se répétant «Jusqu'ici, tout va bien». L'IA ne ferme déjà pas les établissements fortement touchés par le

coronavirus, alors ils peuvent bien continuer à fonctionner sans Vie Scolaire.

L'infirmière qui n'est au mieux qu'à mi-temps dans l'établissement est rarement remplacée. Les AESH ne le sont jamais.

La CGT Educ'action exige une politique de remplacement responsable de la part du Ministère, qui ne relève pas du système D (autant synonyme de danger que de débrouille), avec la constitution de réserves de remplaçant.e.s titulaires – contrairement aux contrats hyper-précaires comme pour les AED- dans tous les corps de métiers pour que les professionnels et les élèves ne soient pas abandonnés sur le terrain et que les établissements soient des lieux d'apprentissage et de travail de qualité, réellement adaptés aux besoins des élèves.



LA CGT EDUC'ACTION 27/76

REVENDIQUE:

- **l'embauche massive de personnels enseignants et non-enseignants ;**
- **des classes à 15 élèves en Education Prioritaire et à 20 élèves hors-EP ;**
- **la titularisation de tous les précaires sans conditions.**

TÉMOIGNAGE : « Remplacements » dans l'Education Nationale :

nouveau métier, « bouche-trou » : Je suis enseignante en espagnol, TZR sur un établissement (chose rare) et je me retrouve avec un troisième établissement en décembre 2020. Il s'agit de remplacer une collègue en arrêt car fragile (situation récurrente en ces temps de Covid) à 15h.

Seulement, je suis déjà moi-même à 13h. Me voilà donc avec mes mercredis non travaillés dans ce troisième collège et un vendredi sur deux pour 5h. Pour les 10h autres heures de la collègue que je remplace, il n'y a personne.

Je me rends compte en arrivant qu'il a fallu adapter l'emploi du temps des classes de la collègue que je remplace qui ne travaillait pas non plus les mercredis.

En regardant de plus près mon nouvel emploi du temps, les bras m'en tombent.... (suite p 4)

SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.educaction7627.fr

BRANLY EN LUTTE... ENCORE ET TOUJOURS !

Le collège Édouard Branly du Grand Quevilly continue de manifester son mécontentement face aux décisions anti-pédagogiques et inhumaines de l'Inspection Académique. Les conditions d'enseignement ne cessent de se dégrader depuis la sortie du réseau d'éducation prioritaire en 2015 de l'établissement qui avait entraîné à l'époque quatre journées de grève et de multiples actions. En 2020, l'équipe éducative s'était mobilisée à nouveau suite à une augmentation du nombre d'élèves ; jusqu'à 29 par classe. Les enseignants avaient demandé alors l'ouverture d'une classe de 6ème et d'une classe de 3ème afin d'assurer un suivi pédagogique adapté aux besoins des élèves. Leurs revendications n'ont pas été entendues. L'établissement est doté d'une ULIS, d'une SEGPA, des dispositifs UP2A et TSL favorisant une prise en charge adaptée des élèves. Pourtant, les moyens alloués par l'Inspection Académique ne sont pas à la hauteur des besoins exprimés par les enseignants. Toutes ces

sections sont amenées à disparaître. Au collège E. Branly, le dispositif TSL mis en place en 2002, cessera à la rentrée prochaine pour des raisons numériques. En effet, la fermeture de cet accompagnement personnalisé, assuré par un enseignant spécialisé issu du premier degré, est motivée par un manque de professeurs dans les écoles primaires. Deux autres dispositifs TSL au Havre sont impactés par ces décisions purement économiques. Par ailleurs, le nombre d'HSA conséquent et inquiétant, moins chères à financer, dispense l'Inspection Académique de créer des postes pérennes. La politique académique et nationale, justifiée par « l'école inclusive » du ministre de l'Éducation Nationale, est claire : supprimer des dispositifs qui fonctionnent.

Le collège Édouard Branly lutte toujours et encore pour le maintien du poste TSL, pour des heures postes et non des HSA, et des postes d'AED et d'AESH qui sont au cœur du fonctionnement éducatif.



SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr



ÉLÈVES D'ULIS
POUR L'IA ILS NE
COMPTENT PAS !
POUR NOUS OUI !

TÉMOIGNAGE : « Remplacements » dans l'Éducation Nationale : nouveau métier, « bouche-trou » (suite de la p 3): Je verrai une classe de 4^{ème} une semaine sur deux, une heure. Une classe de 5^{ème} seulement sur les heures de l'option euro (deux heures un vendredi sur deux). Une 5^{ème} et une 4^{ème} toutes les semaines, ouf, mais une heure seulement !

Bref, autant dire que si en haut, ils sont contents qu'il y ait un professeur devant des élèves, je ne le suis pas du tout. Je ne peux faire aucun suivi, j'ai l'impression d'être le bouche-trou de l'Éducation Nationale.

Ce scénario est récurrent. Les remplacements sont gérés de plus en plus mal, avec des contractuels, des personnes envoyées par Pole Emploi, qui parfois ne se sont jamais retrouvées devant des élèves, sans formation, des AED qui se retrouvent catapultés devant des classes car ils ont l'énorme chance de passer le bon CAPES.

Les élèves en pâtissent, l'école en pâtit, l'image des enseignants en pâtit. Mais côté chiffres (puisque nous vivons dans un monde où on ne regarde pas plus loin que la colonne de chiffres qui dit que telle classe dont l'enseignant est absent, a un remplaçant face à elle) tout va bien. C'est tout ce qui compte pour l'Inspection Académique.

Nous voulons des remplaçants, titulaires, en nombre suffisant. Le raccommode, ça suffit !